

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

l'heure des royalistes

(page 5)

éditorial par bertrand renouvin

Désormais chacun a choisi son camp, dans l'espoir ou dans la peur.

Mais que vaut l'espoir quand il s'incarne dans François Mitterrand, et que vaut la stabilité lorsqu'elle s'abrite derrière V. Giscard d'Estaing ? Que changerait un gouvernement de gauche, au programme désespérément vide ? Que conserverait la « majorité élargie » du ministre des Finances, hormis les privilèges de l'argent ? Peut-on préférer des gestionnaires de gauche à des gestionnaires de droite, ou le contraire ? Et faut-il se résigner à donner à l'un ou à l'autre un chèque en blanc sur lequel ils inscriront une politique extérieure qu'ils se sont bien gardés de définir ? Peut-on enfin ignorer qu'au niveau de l'Etat MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand incarnent le retour au régime des partis, dans la pire tradition de la IV^e République ?

Toutes ces raisons nous interdisent

de voter « pour » l'un ou « pour » l'autre.

De même nous refusons de voter « contre » l'un ou « contre » l'autre.

Nous refusons de voter contre François Mitterrand parce qu'il a derrière lui la France pauvre, celle des exploités et des exclus d'une prétendue « société d'abondance ». Et parce que nous refusons de mettre au ban de la nation un Parti communiste dont les électeurs sont infiniment plus patriotes que MM. Lecanuet et Brigneau.

Mais nous refusons aussi de voter contre V. Giscard d'Estaing, malgré le passif qu'il incarne et les privilèges qu'il défend. Sa défaite ferait de la bourgeoisie de droite une « émigrée de l'intérieur », prête à toutes les aventures par peur ou par vengeance. On sait ce qu'il en a coûté au Chili d'Allende. Nous ne nous associerons pas à de sanglants règlements de

compte, somme de toutes les rançunes accumulées depuis 1944. Et si la victoire de Giscard d'Estaing provoquait une légitime explosion sociale, nous ne rejoindrions pas ceux qu'on nomme à juste titre les « bandes armées du capitalisme ».

Nous refusons de prendre part au jeu absurde qui aboutit à couper la France en deux blocs. Nous refusons de rejoindre l'un ou l'autre des deux camps, et de participer à la psychose de guerre civile qui est en train de gagner certains milieux.

Au nom du cœur, qui nous fait redouter tout ce qui met en cause l'« amitié » nationale.

Au nom de la raison, qui nous conduit à dénoncer, par-delà les hommes et les partis, la mécanique infernale du système établi.

Bertrand RENOUVIN

le cas giscard

Il n'est pas question de nier les grandes qualités de M. Giscard : intelligence, compétence, persévérance — même si cette dernière a été mise au service de la domination matérielle d'une caste, d'un clan. En revanche, *l'homme politique ne saurait échapper à la critique*. Pour trois séries de raisons :

PREMIERE RAISON : LE PASSE

Bien que Giscard se prétende homme d'ouverture, tous les actes de sa vie politique depuis dix-huit ans démontrent le contraire. A part une ~~courte~~ interruption, il est depuis plus de quinze ans ministre de la V^e République sans jamais avoir changé d'attributions (les finances). A ce poste, il a fait preuve de la pire étroitesse d'esprit, se confinant dans la gestion au jour le jour, le « pilotage à vue » sans perspective ou projet. Toutes les initiatives d'ordre *économique ou social* ont été réduites par ses soins au niveau de gadgets ou d'illusions mensongères. C'est la fermeture totale, le contraire de la participation, du dialogue dans les rapports sociaux, de la prise en considération des problèmes humains.

Sur le plan politique, les seules actions de Giscard se sont bornées à participer à la liquidation de l'Algérie et à provoquer l'échec de la décentralisation et de la réforme régionale. A part cela, néant. Européiste, il n'a même pas été capable de faire progresser l'unification économique de l'Europe, domaine dont il avait pourtant la charge.

En revanche, il faut souligner la persévérance de Giscard à revaloriser les privilèges de l'argent. Inventeur de l'*avoir fiscal* et du régime fiscal des sociétés civiles immobilières, rédacteur de la loi de finances pour 1965 qui encourage légalement la spéculation foncière, il a démontré sa compétence parfaite et la remarquable continuité de sa politique.

Sectarisme hautain à l'égard des étrangers à sa coterie, telle a été la règle politique adoptée jusqu'ici. De la V^e République, il partage la totalité du passif. Il n'endosse pas la moindre parcelle de l'actif qui s'est réalisé *en dehors et contre lui* (l'indépendance nationale, participation, tentative de décentralisation). *Giscard incarne le profit et le mépris*.

Mépris des citoyens que l'on n'informe pas, que l'on abuse constamment par des volte-face scandaleusement hypocrites. Par exemple l'impudence de parler de stabilité du franc alors qu'on est l'auteur de deux dévaluations en moins de cinq ans ; ou ne pas avoir le courage de reconnaître la réalité de la seconde et la camoufler sous une fallacieuse idée de flottaison, après avoir fait l'apologie des parités fixes. Le franc a déjà perdu 13 % de sa valeur depuis janvier 1974 soit l'équivalent de la première dévaluation de 1969. Quant à l'inflation, qui croirait Giscard quand il prétend qu'elle ne dépasse pas 7 % l'an actuellement ? Il est champion mondial de l'inflation, recordman des hausses de prix et de la baisse du pouvoir d'achat. Le confirmer après un tel bilan ne pourrait qu'aggraver ces résultats déjà consternants.

DEUXIEME RAISON : LES PROJETS

La campagne présente pouvait être pour lui l'occasion de s'amender. Il n'en est rien.

L'*indépendance nationale* tout d'abord. Avec Giscard, plus d'équivoque : elle doit s'incliner devant la solidarité internationale des puissances d'argent.

La *famille* ensuite. Les choses sont claires : on avortera. Poniatowski a déjà préparé le terrain. Avec Giscard à la barre, l'équipage n'a plus de problèmes de conscience à se poser. La discipline qui n'avait pu être imposée en décembre dernier pourra maintenant être observée : avortement libre et payant, *modèle Giscard*. On peut faire confiance à ce dernier : de tous les hommes politiques favorables à l'avortement c'est lui qui saura le mieux « libéraliser ».

L'*économie et la vie sociale*. Aucune proposition sinon celle de faire financer désormais la construction des hôpitaux par des emprunts. Autrement dit de faire supporter par les malades les plus pauvres la partie la plus élevée des remboursements tout en versant un bon intérêt aux prêteurs. C'est logique. Tant pis pour ceux qui ne sont pas du bon côté.

TROISIEME RAISON : LES COPAINS ET LES COQUINS

Giscard s'appuie surtout sur trois piliers :

1) Le clan des princes :

Il est resté le même depuis l'époque (mars 1962) où de Broglie signait pour le compte de son patron les accords d'Evian dans le même temps que Poniatowski assurait les liaisons avec l'O.A.S. D'Ornano ne convoitait alors que Deauville et Napoléon le dernier cherchait à distraire son ennui. Les quatre mousquetaires battent aujourd'hui la campagne pour imposer leur prétendant à la triste mine. Leur art tient plus du coup de Jarnac que de la chevalerie. Qu'ils n'emballent point trop leur monture : à vouloir dépasser le Louvre, on atterrit en place de Grève...

2) Le « Janus-tartuffe » :

Bien curieuses bêtes politiques que ces faux jetons. L'un, Lecanuet, l'homme « nouveau » qui doit régénérer la V^e République. A trente-cinq ans il grenouillait dans les officines ministérielles de la IV^e République. Depuis dix ans, il pratique le chantage au portefeuille. Le voici aujourd'hui récompensé. Mais quelles sont ses idées ? Lecanuet est « réformateur ». Il veut réformer la société en réhabilitant l'ultra-conservatisme économique et social. Il se proclame européen pour construire par frénésie anti-nationale une Europe qu'il n'a jamais su définir.

L'autre, c'est Abelin ou le dépit de n'avoir jamais été considéré autrement que comme un personnage inconsistent.

3) Les ambitieux sans scrupules :

Peu nombreux, ils sont cependant fort bien représentés par Château-Chirac, leur figure de proue. Spécialiste des déductions fiscales immobilières, cet ancien responsable des Jeunesses socialistes a fait rapidement carrière à l'ombre du défunt Président. Aussi technocrate

que Giscard, il est plus fin politique et son contact humain chaleureux lui vaut bien des sympathies. Il n'en est que plus dangereux. Conseiller à Matignon depuis 1962, il s'est retrouvé député cinq ans plus tard, secrétaire d'Etat l'année suivante, puis ministre chargé des besognes politiques (Parlement, agriculteurs, police). Demain si Giscard est élu, il sera sans doute son premier ministre. Son succès stimulerait toutes les ambitions des jeunes technocrates issus de la « botte », les Stirn, Bénard, Simon-Lorière, Chassagnat, Lelong, Guermeur, Lecat, Limouzy, etc.

4) Les incapables :

Passons rapidement sur eux car ils ne méritent pas qu'on s'y arrête. Ils ont leur duo sublime, le tandem Germain-Messmer qui rivalise d'incompétence depuis dix-huit mois. Le locataire de Matignon vient de se réveiller après trois semaines de continence ; il était pourtant passé inaperçu. M. Messmer aura au moins battu un record, celui de la médiocrité.

5) Les déshonorés :

Enfin, car on ne peut malheureusement pas les oublier (ils sont trop bruyants et voyants), les gros bataillons de l'activisme — nous ne parlons pas ici des simples mercenaires. On n'a pas le droit de cacher la vérité. Le prétendu anti-gaullisme par lequel ils essaient de justifier leur asservissement au candidat de l'argent ne trompe personne. C'est leur droit le plus strict de se vendre au plus offrant. Qu'ils aient au moins le courage et l'honnêteté de reconnaître que c'est là le vrai motif de leur attitude. Les barbouzes et autres gorilles auxquels ils paraissent succéder n'avaient pas d'autre idéal que d'empocher du fric. Plaignons ceux d'entre eux qui furent des braves. Ils ont tout perdu, à commencer par l'honneur.

**

Tous les motifs se rejoignent pour refuser le moindre suffrage à Giscard.

Dernière objection : malgré ses actes, ses intentions et les dangers qu'il incarne, Giscard ne représente-t-il pas dans une certaine mesure la droite au profit de laquelle la solidarité doit jouer en face du péril communiste ?

Il faut ici vider l'abcès. Dans un passé lointain, il a certes existé une droite nationale. Ses objectifs politiques, le désintéressement et le courage de ses militants, la diversité sociologique de son recrutement l'ont souvent rendue plus qu'honorable. Dans de nombreuses circonstances elle a bien servi la France et agi dans l'intérêt des Français.

La droite de Giscard n'a rien à voir avec la précédente. La droite de Giscard, c'est la droite du veau d'or, du profit sous toutes ses formes et par tous les moyens, de l'argent comme idéal personnel et moyen de différenciation sociale. C'est le summum du mépris, l'apologie du technocrate, la glorification de l'inhumain. C'est la droite extrémiste et anti-nationale, celle de l'internationalisme des riches, de la réaction contre les pauvres et les faibles.

Qui oserait, sans rougir, se reconnaître dans cette droite sinon ceux qui en profitent ?

X. V.

le cas mitterrand

Tout est faux dans le débat électoral pour le second tour, et **les électeurs risquent fort de voter pour le contraire de ce qu'ils souhaitent**. Ainsi la droite fait le jeu d'un candidat qui aura à affronter, du seul fait de sa présence à la tête de l'Etat, le désordre dans la rue. Et ceci par peur panique d'un Parti communiste qui est depuis des années le meilleur défenseur de l'ordre établi.

Redoutant les conséquences politiques d'une explosion sociale vouée à une répression sans pitié, nous ne voterons pas pour Giscard d'Estaing. N'étant pas les défenseurs d'un ordre purement formel, nous ne cautionnerons pas Mitterrand. Telle est la véritable alternative, que les délires hallucinatoires de la droite et les déclarations sentimentales de la gauche s'efforcent de masquer.

Car Mitterrand, ce n'est pas le communisme au pouvoir dans les six mois, comme le répète une bourgeoisie qui vit encore à l'heure de 1917 et qui tremble pour son saint argent. C'est plus sûrement la désintégration de l'Etat, l'abandon de tout projet diplomatique et une incapacité fondamentale à résoudre les problèmes de la société moderne, malgré la phraséologie du « Programme commun ».

QUEL ETAT ?

Commençons par la question des institutions, puisque c'est la première que M. Mitterrand aura à résoudre... s'il le peut ! On sait qu'il nommera un Premier ministre socialiste, qui composera son gouvernement en fonction de la majorité présidentielle dégagée le 19 mai.

Le malheur est que **cette majorité présidentielle ne coïncidera pas avec la majorité parlementaire** issue des élections de 1973. C'est donc pour juin ou octobre, la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale, suivie d'élections législatives : la droite y verra une occasion de revanche, et la gauche y jouera son sort. Car si la coalition socialo-communiste perd la bataille, le système institutionnel risquera d'être bloqué. Ne pouvant dissoudre une nouvelle fois l'Assemblée nationale, Mitterrand sera obligé de démissionner ou de nommer un Premier ministre de droite. Comme il ne peut le renvoyer, on imagine la situation au niveau du pouvoir exécutif en cas **de conflit entre les deux autorités** : là encore, il n'y aura d'autre alternative que la soumission ou la démission du Président de la République, à moins que l'un ou l'autre tente le coup de force.

Telle est la première hypothèse. La seconde ne vaut guère mieux. Car une majorité parlementaire de gauche ne serait jamais autre chose qu'une coalition de deux partis aux thèses diamétralement opposées sur de nombreux points : décentralisation, Proche-Orient, autogestion par exemple. A terme, une rupture entre les

socialistes et les communistes n'est pas inconcevable, les premiers tentant de former une majorité avec l'appui du centre. Ce qui nous ramènerait à une situation analogue à celle de la IV^e République.

Mais dans les deux hypothèses, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, c'en est fini de la V^e République.

QUELLE SOCIÉTÉ ?

« Changer la vie ! Rendre au peuple ses pouvoirs ! » répète François Mitterrand. Le Premier secrétaire du Parti socialiste a raison. Mais comment procédera-t-il à la décentralisation avec un Parti communiste qui est, dans sa doctrine et dans sa pratique, le parti le plus centralisateur et le plus bureaucratique de France ? Mais comment se libérera-t-il des pesanteurs centralisatrices propres au système politique actuel ?

Les citoyens resteront donc des administrés, dépourvus de tout pouvoir dans une société qui a toutes les chances de demeurer telle qu'elle est. Car le « projet de société » dont la gauche se gargarise n'est pas autre chose qu'une formule incantatoire. Preuve : la gauche est restée muette lors de la crise de l'énergie, qui posait soudain le problème de la transformation de la société industrielle. Preuve supplémentaire : pendant la campagne électorale, le mirifique « projet de société » s'est trouvé réduit à quelques promesses démagogiques, à quelques recettes de pure gestion, et au remède miracle de la nationalisation. **Comme si les nationalisations effectuées en 1936 et en 1945 avaient changé quoi que ce soit aux conditions de vie des travailleurs**. François Mitterrand devrait se renseigner auprès d'Arlette Laguiller (1) en ce qui concerne les banques, et relire le livre de Jacques Frémontier sur Renault (2). Les réformes de structures promises par la gauche ne changeront rien à la vie, et Mitterrand pourrait bien apparaître, avec le recul du temps, comme un honnête gérant de la société capitaliste : n'est-ce pas, d'ailleurs, la tradition profonde de la « social-démocratie » ?

Recettes éculées, promesses vagues, solutions en trompe-l'œil, compromis boiteux entre les partis de la coalition socialo-communiste, tel apparaît le « Programme commun », merveilleux miroir aux alouettes qui ne doit son succès qu'à une droite incapable de présenter son propre catalogue de recettes. Ainsi l'inflation, que le « Programme commun » prétend juguler par le sempiternel recours à la politique fiscale, à la politique du crédit et au contrôle des prix : comme si ces techniques n'étaient pas utilisées depuis longtemps par tous les gouvernements.

Une chose est sûre : **la gauche ne cherche qu'à gérer la société actuelle**. Et la lecture de son programme montre qu'elle ne la gèrera pas mieux que l'équipe actuel-

lement au pouvoir. A quoi bon ce charivari électoral pour si peu de choses ?

Restent le « Parti » et les syndicats, qui espèrent obtenir satisfaction sur un certain nombre de revendications quantitatives. Mais que peuvent-ils faire ?

En cas de victoire de François Mitterrand, **les conditions du jeu politique les contraindront à la prudence**. Ils savent que tout peut être remis en question si les élections législatives sont perdues. Et ils savent que le meilleur argument de la droite est le chantage à la « subversion communiste ». Comme pendant la campagne électorale, ils auront tout intérêt à se tenir tranquilles pour ne pas « effrayer le bourgeois ». Et gare aux gauchistes qui tenteraient de les déborder ! Comme toujours **le P.C. et la C.G.T. seront les meilleurs gendarmes supplémentaires du pouvoir établi**.

Comme en stratégie militaire, l'équilibre de la peur sera le meilleur garant du « statu quo ». Mais, comme au temps de la guerre froide, l'hystérie anticommuniste, la psychose d'une guerre civile que personne ne souhaite à gauche, risqueront de tout remettre en question. Alors, gare à l'aventure militaire, sur le modèle grec ou chilien !

QUELLE DIPLOMATIE ?

Bien malin qui pourrait dire ce que serait une politique extérieure de gauche. Le « Programme commun » est d'une **discretion confondante**, qui s'explique par les divergences profondes entre socialistes et communistes. Peut-être n'y aura-t-il pas de politique extérieure, selon une vieille tradition de la République : abandon de la politique arabe, « gel » de la force de dissuasion, c'est déjà suffisant pour redouter l'élection de François Mitterrand. Peut-être, par un phénomène bien connu de « fuite en avant », la gauche se réfugiera-t-elle dans le mythe de l'intégration politique européenne, en consentant de nombreux abandons de souveraineté. Peut-être même reprendra-t-elle sa vieille tradition de soumission aux Etats-Unis, à l'exemple d'autres pays dirigés par des « social-démocrates ».

En conclusion, voter Mitterrand équivaudrait à :

— cautionner une **piètre équipe de gestionnaires**, incapables de résoudre les problèmes de la société industrielle ;

— tirer un **chèque en blanc** dans le domaine de la politique extérieure ;

— risquer l'**affrontement** entre Français, provoqué par une droite qui ne se résignera pas à la prise du pouvoir.

Non, décidément, nous ne pouvons faire confiance à François Mitterrand !

Yves LANDEVENNEC

(1) Moi, une militante. Stock 2.

(2) Renault et la forteresse ouvrière. Fayard.

la france et son

INTERVENTION TELEVESEE DE BERTRAND RENOUVIN
Vendredi 3 mai

Aujourd'hui les principaux candidats se disputent les ruines de l'Etat. C'est l'éternel combat des mêmes contre les mêmes, dont on peut tout redouter malgré les grands discours et les belles promesses. Que changeront-ils à l'Etat puisque le système actuel n'offre plus de solution ? Que changeront-ils à notre vie puisque leur unique objectif est de gérer la société telle qu'elle est et non de la transformer comme nous le voulons ?

Je vais vous parler de la France. C'est elle qui est en jeu. C'est son être qui est menacé.

Mais qu'est-ce que la France ? Une abstraction ? Une divinité ? Une figure géométrique peinte en rose sur la carte du monde ? On en a fait tant de théories qu'on finit par s'y perdre. On a tellement pris l'habitude de la voir à travers l'absurde politique de l'Etat bureaucratique qu'on ne sait plus ce qu'elle est. On annonce même son déclin et sa fusion prochaine dans quelque empire.

Ecartons ces chimères ! La France est une réalité charnelle. C'est la terre où nous sommes nés. C'est ce que nous sommes. C'est notre langue. C'est notre histoire et notre culture. C'est notre poésie. La nation est un fait et un bienfait. Elle constitue la communauté humaine la plus solide et la plus complète, communauté génératrice d'autres communautés, permettant toutes les diversités, nationalité accueillant tous les peuples.

Ainsi s'est constituée la France par l'effort sans cesse renouvelé de la monarchie capétienne, avec des Alsaciens et des Basques, des Celtes et des Latins, inscrite dans son hexagone puis se prolongeant au-delà des mers, mêlant les cultures et les races sans jamais détruire leur personnalité. La France c'est le Val-de-Loire, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. C'est Pointe-à-Pitre aussi bien que Paris.

Pourquoi faut-il que depuis deux siècles le pouvoir central s'acharne à détruire tous les peuples qui composaient autrefois notre nation ? « **La France contre les robots** » s'écriait Bernanos. C'est vrai, il faudra que nous redevenions des citoyens pour que la France se retrouve. Et pourquoi faudrait-il que nous écoutions les partisans de l'abandon ? « **Notre Dame la France** » dit Maurice Clavel. Pourquoi s'en détourner ? Elle est notre fierté et notre liberté. Elle n'est peut-être pas très vaste et assurément moins puissante que d'autres. Mais dans son histoire, elle a toujours réussi à desserrer l'étau des grandes hégémonies qui voulaient l'anéantir. C'est la lutte de François I^{er} contre Charles-Quint. C'est la lutte de Louis XIII et de Richelieu contre la Maison d'Autriche. C'est la résistance contre le totalitarisme allemand. C'est le combat actuel contre la double hégémonie soviéto-américaine. Autant de victoires malgré le parti anglais, les collaborateurs et les pro-Américains qui annonçaient et préparaient la

fin de notre nation. Autant de victoires dès que la France se rassemble et que l'Etat se donne les moyens de l'indépendance et de la continuité.

Mais c'est la défaite et l'esclavage quand la France se divise contre elle-même et quand les institutions se désintègrent. Souvenez-vous de la fin de la III^e République, trop faible pour résister à l'offensive allemande ! Souvenez-vous de la fin de la IV^e République qui faillit provoquer la guerre civile. La France a toujours surmonté ses défaites. Elle a toujours retrouvé son unité malgré les affrontements entre Français. C'était hier le drame de l'Algérie que personne ne peut oublier.

Mais rien ne dit que la France soit éternelle, même si jusqu'à présent tantôt un Etat, tantôt le peuple, tantôt une poignée d'hommes ont su la préserver de l'anéantissement. Tant de nations ont disparu pour toujours, trop de nations ont dû subir pendant des siècles l'envahissement pour qu'on ne s'inquiète pas de notre avenir.

Car voici la France sommée de se dissoudre dans ce qu'on appelle l'Europe. Car voici la France confrontée à l'impérialisme américain qui cherche de nouveau à lui dicter sa loi. L'impérialisme américain, ce n'est pas un slogan. C'est une réalité sensible à la fois politique et militaire, culturelle et économique. L'impérialisme américain, c'est son armée implantée en Europe depuis 1945 et dont la France a réussi à se débarrasser. L'impérialisme américain, c'est la politique de Washington qui cherche à s'imposer par la corruption, la menace ou la subversion. L'impérialisme américain, c'est son économie qui absorbe près du tiers des ressources de la planète au profit de 6 % de la population mondiale. C'est la culture, la langue, le mode de vie américains qui se répandent partout à la faveur de l'influence politico-militaire des Etats-Unis. Voilà ce qu'on nous propose en modèle. Un Etat et un Président-espion, comme le montre l'affaire du Watergate. Une société dissolue. Une économie de rapaces. Des firmes qui n'hésitent pas à escroquer l'Etat comme l'a montré Henri Jannès pour le matériel téléphonique. Des firmes qui pratiquent la subversion, comme I.T.T. au Chili. Une armée qui prétend défendre le monde libre mais qui n'est qu'un instrument de chantage entre les mains de Washington. Car n'oublions pas que les Etats-Unis s'entendent fort bien avec l'impérialisme soviétique pour se partager la domination du monde.

Il s'agit de dire **non** à tout cela, au nom de notre liberté et pour raffermir la volonté des peuples qui cherchent à secouer le joug des impérialismes. Et il s'agit de dire **non** à toutes les fausses solutions, à toutes les manœuvres de diversion qui tendent à nous faire douter de la nécessité de l'indépendance nationale. C'est pourquoi je dis **non** à l'intégration européenne.

L'idée européenne est un mythe, usé à force d'avoir été charrié par tant de partis et d'idéologies, de la Waffen-SS à Robert Schuman et Lecanuet. L'Europe politique est un mythe.

Ni l'histoire, ni la géographie, ni l'économie, ni la culture ne favorisent l'unité de l'Europe. L'Europe économique n'a jamais été autre chose qu'un compromis entre des intérêts nationaux, un prétexte à l'invasion de la France par les capitaux allemands ou britanniques, un « Prissunic » qui cherche à copier la société standardisée importée des Etats-Unis. L'Europe est une idée folle. On veut enfermer et réduire la France et sa défense, la France et son indépendance, la France et son destin. Je ne mets pas en doute l'intérêt en matière agricole ou industrielle d'une coopération avec tous les pays d'Europe. Mais faut-il se laisser enfermer dans ce cadre étriqué ?

La France peut, la France doit rester une nation indépendante. Elle en a les moyens économiques si nous ne laissons pas notre pays devenir la proie des firmes multinationales. Elle en a les moyens militaires qu'une action

La situation présente de notre pays met singulièrement en relief le bien-fondé du projet royaliste : rendre à l'Etat son rôle d'arbitre.

Certains, comme Maurice Duverger dans le *Monde* du mercredi 8 mai, se félicitent du retour à un jeu plus « républicain » après l'intermède gaullois.

Mais l'Etat sera annihilé par la querelle incessante des partis. Ces nostalgiques des pires époques de l'anarchie française oublient en effet d'assurer la continuité de l'Etat au-delà des coalitions électorales.

Le président de la République, même dans le système électoral actuel, n'est pas un arbitre au-dessus des partis. D'où la critique adressée aux gaullois par le comte de Paris : n'avoir pas su instituer un chef de l'Etat qui soit autre chose que le chef d'une majorité.

Les pesanteurs sociales, une fois de plus, ont eu raison des bonnes volontés. Et le général n'a pas su tirer les leçons de mai 68, comme le comte de Paris l'en pressait : « *la reconstitution de notre société sur des bases nouvelles n'est plus un rêve idéologique, c'est une nécessité historique. S'acharner à sauver ce qui ne peut plus l'être, confondre le bien d'une minorité avec l'intérêt national, est une politique qui*

Indépendance

de propagande s'efforce de ridiculiser. Ne nous privons pas de la force de dissuasion : elle constitue une condition essentielle de notre sécurité. Une politique d'indépendance est possible, la France l'a montré dans un passé tout proche. Elle a montré que l'indépendance ne signifiait pas l'orgueilleux repliement sur soi. Plus une nation est forte, plus elle peut aider les autres, plus elle est sûre d'elle-même, plus elle peut s'ouvrir au monde. Continent africain, Amérique latine, Canada, Proche et Moyen-Orient, Europe latine et slave, telles ont été les terres d'élection de la diplomatie française. Tel est, tel pourrait être le domaine d'une politique d'alliance et de coopération qui s'appuierait sur les amitiés du cœur et de l'esprit, nouées au cours des siècles. Ne laissons pas détruire ce qui a été entrepris. Ne décevons pas l'attente des peuples.

L'indépendance nationale, la lutte contre l'hégémonie soviéto-américaine, la poursuite d'un projet diplomatique à l'échelle mondiale au service de la paix et du développement du Tiers-Monde, voilà tout ce qui risque d'être remis en cause après l'élection présidentielle.

Car nous ne pouvons faire confiance aux principaux candidats. M. Mitterrand a placé sa campagne sous le signe de « **notre mère la France** ». Mais c'est le même homme qui a été associé à toutes les capitulations de la IV^e République devant les Etats-Unis. C'est le membre de l'Internationale socialiste qui, avec Wilson et Brandt, compte les meilleurs gérants du capitalisme multinational et les meilleurs défenseurs de la diplomatie américaine. C'est l'allié du Parti communiste, adversaire de la force de dissuasion et qui entretient encore des relations très étroites avec l'Union soviétique. C'est le Premier secrétaire d'un Parti socialiste qui a derrière lui une longue tradition pro-américaine. Non, décidément, nous ne pouvons pas faire confiance à François Mitterrand.

M. Chaban-Delmas fait aujourd'hui campagne pour l'indépendance nationale. Mais c'est le même qui, sous la IV^e République, a le plus fait pour intégrer la France dans le système militaire américain. C'est le même qui, il y a quelques mois, se prononçait en faveur d'un Comité exécutif européen. Non, décidément, nous ne pouvons pas faire confiance à M. Chaban-Delmas.

M. Giscard d'Estaing défend les intérêts et

les privilèges d'une bourgeoisie de droite qui n'a que le patriotisme de son compte en banque. C'est l'allié de Lecanuet qui n'a cessé de souhaiter l'abandon de toute politique française. C'est l'homme qui, en septembre dernier, déclarait renoncer à l'indépendance monétaire de la France. C'est le candidat préféré des Américains. Non, décidément, nous ne pouvons faire confiance à Giscard d'Estaing.

Quel que soit le vainqueur, c'est la fin d'un projet diplomatique cohérent. C'est la fin de notre indépendance avec toutes ses conséquences militaires, économiques et culturelles. Et tout ceci par la faute d'institutions qui n'ont pas su se donner les moyens de l'indépendance, de la stabilité et de la continuité.

Devant cet échec aujourd'hui flagrant, il conviendrait de méditer la politique des rois de France poursuivie avec succès pendant plusieurs siècles. Les institutions permettaient alors une œuvre de longue haleine. Cette œuvre, c'est la France aujourd'hui menacée parce qu'on a oublié les conditions politiques qui lui ont donné la vie et la liberté.

Heure des royalistes

ne peut conduire qu'à la destruction du régime » (1).

REPLATRE PAR L'ALTERNANCE...

Aujourd'hui où s'affrontent, en déchirant la France, deux conceptions de la société ou deux blocs d'intérêts, ce n'est plus la troisième voie gaullienne qu'il faut regretter, mais l'absence d'un roi comme arbitre au-dessus des partis.

La monarchie française est le seul recours. Elle représente à la fois la responsabilité et la volonté politiques, si nécessaires aux Etats modernes ; elle garantit l'indépendance et la stabilité de l'Etat ; elle permet bien mieux qu'une illusoire « alternance » des partis, l'association au pouvoir de toutes les forces réelles du pays.

Quand donc Maurice Duverger renoncera-t-il à sa rhétorique sans imagination ? Pour lui « *l'originalité de la France... tient au fait que l'un des blocs conteste à l'autre le droit d'exister. La droite souffre mal que la gauche puisse s'unir de façon à constituer une majorité gouvernementale.* » L'analyse n'est pas fautive, mais elle ne débouche sur rien puisqu'elle refuse d'imaginer autre chose que la guerre des partis.

L'Etat doit être l'affaire de tous les citoyens, fussent-ils aujourd'hui com-

munistes, et non la chasse gardée, même temporaire, d'un clan contre un ou plusieurs autres.

Si l'anticommunisme primaire fait sa réapparition, Maurice Duverger, lui, affirme que « *le danger fondamental pour la société française n'est pas le communisme, mais le gauchisme.* » Et l'on voit l'Ordre moral pactiser avec les gestionnaires et rejoindre le partisan de la Démocratie-spectacle quand il déclare « *le second tour de l'élection présidentielle est un modèle de consultation démocratique, tant par la qualité personnelle des candidats que par la délimitation des forces qui les soutiennent.* »

Les royalistes ne sauraient choisir entre la droite et la gauche, représentées par deux gestionnaires aussi peu ragoûtants l'un que l'autre : Giscard, soutenu par la technocratie et l'Ordre moral, n'a d'équivalent dans la rouerie et l'ambition que Mitterrand dont le « Programme commun » est inapplicable du fait de ses contradictions internes.

... OU PREVOIR L'EXPLOSION ?

Les royalistes connaissent l'inanité d'un choix entre la droite et la gauche. Ni la réforme sociale si urgente, ni la diplomatie à l'heure des soubresauts

de l'Europe... en un mot la vie des Français et le rôle international de la France ne seront menés à bien après la victoire de l'un ou l'autre. Vient l'heure de la rancune et des compromis. D'où les risques de fascisme ou de gauchisme, comme le redoute Duverger.

Mais il oublie que ce sera l'heure des royalistes qui proposent à tous les Français, découragés devant l'impossibilité « *d'un changement de société par la voie démocratique normale* », de reprendre leurs pouvoirs tout en restaurant un Etat dans son indépendance.

La monarchie n'est pas un parti. Elle n'est pas non plus un prêt-à-porter sorti du cerveau de quelques idéologues. L'institution monarchique est une condition pour l'avenir français. Il restera à l'incarner dans notre société : la France monarchique sera ce que les Français en feront.

Contre tous ces « *bonnet blanc-blanc bonnet* », comment ne pas évoquer le message du Comte de Paris : « *Tant que le jeu des partis n'aura pour but et pour conséquence que la division des Français, l'arbitrage supérieur que requiert pourtant la situation politique et sociale de la France et la survie de la nation n'a aucune chance d'être réclamé ni accepté.* » (2) **Philippe VIMEUX**

(1) Comte de Paris : *Monde*, 21 janvier 1968.
(2) Comte de Paris : *Figaro*, 11 avril 1974.

le "p.c." en 1974

Que représente le Parti communiste en 1974 ? Pour clarifier un débat souvent obscurci par les passions, nous avons jugé utile de reproduire un extrait d'une étude sur le Parti communiste publiée dans le numéro 3 d'Arsenal (*).

(*) Revue mensuelle, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - 8 F.

On a trop écrit sur l'attitude du Parti communiste pendant les événements de Mai pour qu'il soit besoin d'entreprendre une longue analyse historique.

MAI 1968

Comme le remarquait Raymond Aron (1) « à aucun moment, le Parti communiste et la C.G.T. n'ont poussé à l'émeute, à aucun moment ils n'ont voulu abattre le pouvoir gaulliste... ». Effectivement, pour ne pas se laisser déborder par les groupes gauchistes, le Parti et la C.G.T. ont été obligés de lancer et de soutenir une énorme vague de grèves, tout en la limitant strictement au domaine revendicatif. Tout en engageant, devant la vacance du pouvoir dans les derniers jours de Mai, un processus qui devait conduire à l'instauration d'un « gouvernement populaire et d'union démocratique », le Parti saisit l'occasion que lui présentait de Gaulle le 30 mai pour arrêter une manœuvre déjà fortement engagée.

Manifestement, le Parti ne veut pas de la révolution : elle lui paraît constituer un piège qui le briserait s'il s'y laissait entraîner. C'est là ce qu'exprimait très clairement René Andrieu peu après les événements : « engager l'épreuve de force comme nous y invitaient allègrement des conseillers divers dont beaucoup n'auraient pas été les payeurs, aller à l'insurrection alors que la grande majorité de la population y était hostile, cela revenait à isoler l'avant-garde de la classe ouvrière et le Parti communiste, à se lancer dans une aventure sanglante qui n'aurait pas manqué de déboucher sur une dictature militaire » (2).

UN PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

Qu'est-ce que le Parti communiste dans la France de 1974 ?

Sans doute un bloc homogène, tellement im-

pénétrable qu'il est difficile de mesurer l'ampleur des mutations qui se produisent en son sein. Sans doute en connaît-il au fur et à mesure que disparaît la vieille garde contemporaine de Staline, et que monte une nouvelle génération — celle du XX^e Congrès — qui ne connaît le Parti que depuis son « ouverture ». Accepterait-elle un retournement stratégique comme le Parti en a tant connu ? Cela n'est pas sûr.

Certainement un parti vieilli, déserté par les intellectuels et par la fraction la plus contestataire de la jeunesse, et qui n'est manifestement plus porteur d'une espérance authentiquement révolutionnaire. Le marxisme qu'il professe n'exerce plus sa fascination d'antan et l'expérience soviétique ne catalyse plus les enthousiasmes. Aussi sa surface électorale et la position spécifique qu'il occupe dans la vie politique française conduisent-elles le Parti communiste à se présenter avant tout comme un défenseur attiré de catégories socio-professionnelles déterminées, sans jamais chercher à développer en elles un sentiment de l'intolérable qui pourrait déboucher sur des perspectives véritablement révolutionnaires. Est-il pour autant pleinement inséré dans la vie politique française ? Il convient de répondre par la négative, du fait de la contre-société qu'il constitue et en raison des liens qui continuent à l'unir aux autres partis communistes et en particulier à l'Union soviétique.

LES LIENS AVEC L'U.R.S.S.

Mais cette liaison quasi-organique qui existe entre l'Union soviétique et le Parti français ne constitue-t-elle pas le meilleur gage de la « sagesse » de ce dernier ?

Quoi qu'en disent les professionnels de l'anticommunisme, Moscou n'est plus la Mecque de la subversion, comme dans les années qui

suivirent la Révolution d'Octobre. La Russie est une nation, qui songe avant tout à ses intérêts propres, et dont les conquêtes correspondent exactement aux objectifs qui avaient toujours été ceux de la Russie des Tsars : à l'Ouest la constitution d'un glacis remplaçant les barrières naturelles qui lui manquent ; au Sud-Est, l'accès aux mers chaudes. Tels étaient les objectifs de Staline, que la seconde guerre mondiale lui a permis de réaliser. Et les dirigeants actuels du Kremlin s'efforcent de conserver ces acquis menacés par le nationalisme.

Cela posé, on voit mal, à l'heure de la détente et des échanges commerciaux, la Russie susciter à l'Ouest une révolution communiste qui détruirait un équilibre dont elle a besoin, menacée qu'elle est, sur ses arrières, par la Chine. Déjà, en 1944, Staline s'était refusé à toute tentative de subversion en France et en Italie.

Le contexte international et les conditions de la vie politique française interdisent donc au Parti communiste toute entreprise à caractère révolutionnaire. Le voici donc condamné à vivre dans une société que ses instruments d'analyse lui interdisent de comprendre vraiment, condamné à participer éventuellement à la gestion d'une société qu'il dénonce, condamné à voir les espérances révolutionnaires captées par d'autres que lui. C'est une triste fin pour un parti politique de cette nature, d'autant plus que la mort peut tarder à venir.

B. LA RICHARDAIS

(1) Le Figaro 4 juin 1968. Cité par Jean Ferniot. Mort d'une Révolution (Denoël, 1968).

(2) René Andrieu : Les Communistes et la Révolution (Julliard 1968).

SOUSCRIPTION

Nos lecteurs ont répondu massivement à notre appel et nous avons ainsi pu recueillir les fonds nécessaires au lancement de la campagne électorale. Que tous ceux qui ont répondu en soient remerciés. L'avalanche de courrier reçu au cours de cette campagne a totalement débordé notre secrétariat, dans l'impossibilité d'établir et de publier la liste des souscripteurs.

Que votre effort financier ne se relâche pas : nous avons maintenant à exploiter et à faire fructifier l'immense propagande qui a été faite aux idées de la N.A.F. et à utiliser le grand courant de sympathie qu'a su créer Bertrand Renouvin au cours de cette campagne.

AVIS AUX ABONNES

Si la bande de votre journal porte la mention 6/72, 6/73 ou 6/74 votre abonnement se termine à la fin du mois. Vous nous rendriez un grand service en le renouvelant spontanément.

i.p.n. présente

• THESE EN SOUSCRIPTION

IPN-diffusion fera paraître fin juin 1974 la thèse de Bertrand Renouvin sur **L'Action Française devant la question sociale**, soutenue en 1973 dans le cadre du doctorat de Sciences politiques. Volume dactylographié de 360 pages, tiré au nombre des souscriptions reçues au 30 mai 1974.

Prix franco de port : 70 F.

Adresser la souscription à IPN-diffusion avec la mention « thèse » et accompagnée du règlement.

Rappelons que Bertrand Renouvin a obtenu le 1^{er} prix de thèse d'Histoire du droit et des faits sociaux ainsi que la médaille de la ville d'Aix-en-Provence.

• CASSETTE : QUESTIONS A UN CANDIDAT

Bertrand Renouvin répond à des questions passionnantes sur les événements qui animent la vie quotidienne des Français : crise de l'Etat, crise de société, menaces sur la nation et propose une alternative grâce à un changement radical des institutions. A faire circuler autour de soi.

Prix franco de port : 30 F.

• RAPPEL : LE PROJET ROYALISTE

Un livre de Bertrand Renouvin sur l'alternative de société dont la monarchie est le pivot. Bonne introduction aux objectifs des royalistes en 1974.

1 ex. : 15 F ; franco : 18 F.

5 ex. : 65 F ; franco : 69 F.

10 ex. : 100 F ; franco : 105 F.

Adresser les commandes accompagnées de leur règlement à l'Institut de Politique Nationale - B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01 - C.C.P. La Source 33 537 41.

la naf à fêté jeanne d'arc à troyes

De bonne heure, dimanche 12 mai, au matin, Bertrand Renouvin avait fleuri la statue de la rue des Pyramides, entouré d'une délégation de notre fédération de Paris. Aussitôt après il partait pour Troyes, avec plusieurs membres du comité directeur afin de rejoindre nos amis de l'Aube.

La N.A.F. avait décidé cette année de célébrer Jeanne d'Arc dans cette grande cité. La disparition du président Pompidou, l'élection présidentielle avaient modifié tous nos projets. Il n'était pourtant pas question de laisser passer la fête de la sainte lorraine sans hommage de notre mouvement.

Malgré l'improvisation, la hâte, Jeanne d'Arc a été dignement célébrée. Plusieurs

fédérations de province avaient rejoint le comité directeur et nos amis champenois. Après la messe célébrée en la cathédrale par Mgr Fauchet en présence des autorités officielles, les délégations de la N.A.F. se rendirent auprès de la plaque commémorative du passage de Jeanne à Troyes. Bertrand Renouvin et François Georges déposèrent une gerbe. Après quoi, tous se rendirent dans la propriété d'un ami où la journée devait se poursuivre après un repas sur l'herbe, dans la bonne humeur et les chansons.

Yves Lemaignan, président du comité directeur, Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc donnaient alors les conclusions politiques de la journée.

AUTO-COLLANTS

Des autos-collants sont disponibles (format 8 x 11 cm).

Tarif :

50 ex. : 5 F (franco 6 F)

100 ex. : 8 F (franco 10 F)

500 ex. : 30 F (franco 33 F)

COMMUNIQUE DU COMITE SAUVER PARIS

Le « Comité Sauver Paris » (199, rue de Lourmel, 75015 Paris) et soixante autres associations organisent une réunion d'information au cours de laquelle les deux candidats encore en lice pour le second tour des élections viendront répondre à leurs questions. Mardi 14 mai à 20 h 30, à l'Hôtel P.L.M.-Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris.

CAMPS D'ETE

Deux camps auront lieu cet été. L'un du 25 juillet au 9 août à Agde, plutôt axé sur des méthodes nouvelles de propagande et ouvert sur l'extérieur. L'autre du 1^{er} au 11 septembre en Bretagne, dans notre mai-

son de la rue des Aubiers, consacré en grande partie à la formation des militants. Des renseignements pratiques vous seront donnés plus tard mais réservez déjà ces dates et incitez tout particulièrement les nouveaux militants à participer à ces camps.

MERCREDIS DE LA N.A.F.

Prochaine réunion le mercredi 22 mai à 21 heures, 12, rue du Renard (salle du 2^e étage).

Conférence-débat sur « La question régionale » avec notre invité du trimestre, M. Jean-François Gravier, auteur de « Paris et le désert français ».

"un autre maurras"

A l'heure où les deux champions du système apparaissent tragiquement incapables à dépasser leurs perspectives étroites de gestionnaires, la nécessité de penser en termes de haute politique, de société, de civilisation, apparaît plus que jamais urgente. Mais alors, n'est-ce pas l'utopie qui menace ? L'utopie, son ordre idéal, et au bout, le totalitarisme.

Ou bien, est-il une autre voie ? C'est bien notre conviction, celle qui fonde « le projet royaliste », la véritable alternative à l'anti-cité, à la dissociété moderne.

Cette voie, Charles Maurras, philosophe et penseur politique, l'avait tracée. Tel est le fil directeur du livre de Gérard Leclerc « un autre Maurras ». Pour échapper à l'anti-cité et à l'utopie, la philosophie maurrassienne s'impose dans ses vues les plus profondes et les plus prophétiques.

Dans le débat présent, « un autre Maurras » apporte un dossier essentiel, qu'il importe de diffuser au maximum.

La souscription continue. Pour que le livre paraisse en juin, il nous faut au plus tôt réunir encore 350 commandes !

Les prix seront les suivants pendant la souscription.

1 ex. : 25 F (franco)

3 ex. : 65 F (franco)

5 ex. : 100 F (franco)

10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription, les prix seront :

1 ex. : 27 F (plus port)

3 ex. : 75 F (plus port)

5 ex. : 115 F (plus port)

10 ex. : 180 F (plus port).

Pour souscrire à ce livre, il suffit de le commander à l'Institut de Politique Nationale. B.P. 558-75026 Paris Cedex 01. Tous les versements seront faits à l'ordre de l'IPN - C.C.P. La Source 33537-41.

Je soussigné, Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

désire recevoir exemplaires (s) de l'édition courante du livre de G. Leclerc sur Maurras et verse la somme de

Je vous règle donc la somme totale de par chèque bancaire, chèque postal, mandat, espèces (1).

Date

Signature

C.C.P. La Source 33-537-41.

(1) Rayer les mentions inutiles.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1

la même société avorteuse

Si je me laissais aller, cet article se transformerait en long cri de colère et de dégoût... Pourquoi tairais-je ces sentiments, les seuls nobles en ces temps de dérision, de mensonge et de faux semblant ? On m'accuserait de faire du romantisme, à l'heure où il faut être réaliste ! Depuis les polémiques de Bernanos, on devrait faire attention au réalisme. Je sais bien que souvent, les coups s'égarèrent dans le flot rugissant du prophète dont le cœur restait pourtant celui d'un enfant. Le message est resté au-delà des boursofflures et nous atteint, déchirant l'espace comme un éclair aveuglant. Je me moque du réalisme indifférent à cette lumière. La même dont un Soljenitsyne voudrait nous réchauffer. Mais Soljenitsyne après quelques mois passés en Occident, ne pense-t-il pas déjà qu'il s'adresse à des cœurs de pierre, et que la terre de « la liberté » est plus aride encore que le sol de douleur du Goulag ?

Soljenitsyne ! Un drôle d'argument dans la campagne électorale. *Le communisme, monsieur, c'est affreux... Votez Giscard.* Comme s'il s'agissait de cela. Comme si tout ce que représentait M. Giscard d'Estaing, le capitalisme sauvage corrigé par la technocratie, n'était pas l'antithèse même du message du grand écrivain, du secret brûlant dont vit toute son œuvre ?

Staline est mort. Réapparaîtra-t-il un jour dans le jeu des métamorphoses du monstre soviétique ? Rien n'est impossible, tant l'histoire et surtout l'idole histoire recèle de monstres virtuels dans ses arcanes. Gengis Khan peut toujours renaître de ses cendres. Mais il peut y avoir autre chose, et l'imagination fixée dans les sortilèges du passé s'égarer jusqu'à ne pas voir le monstre nouveau caché sous le visage de fleur. Précisément, l'œuvre du grand écrivain russe est une invitation à mieux voir par la purification du regard. Au-delà de l'épreuve régénératrice, le visage rayonne de l'esprit qui voit le cœur, le sens intime et vrai des choses.

Soljenitsyne ne dit pas seulement son fait au régime soviétique. Il le dit également à notre Occident. Sans cesse, reposant la question : *qu'est-ce qui fait vivre les hommes ?*, la seule question, il arrache leurs masques à nos sociétés. Du coup, le fameux « *prendre le temps de vivre* » de François Mitterrand devient insipide au point d'être insupportable. Pourquoi vivre ? *Primum vivere !* répondra-t-on. Mais quel est le contenu de ce « vivre » ?

QU'EST-CE QUI FAIT VIVRE LES HOMMES ?

Ce message de Soljenitsyne, Olivier Clément nous le révèle dans le plus beau livre paru cette saison (1). Je voudrais citer une page de ce livre, tant elle me paraît essentielle, tant elle constitue la seule analyse réaliste de notre société et au fond la condamnation conjointe du système Mitterrand et du système Giscard. Un mot suffira, pour la « mettre en situation ». Olivier Clément évoque comment l'écrivain russe pose la question du retour à la normale, quand la guerre s'éteint, la brûlure s'estompe...

« ... Après les grands massacres de la guerre et de la terreur, c'est l'humaine vérité des corps, l'abandon à la vie puissante de l'espèce, les « petites éternités de jouissance », comme disait Kierkegaard, et la lente mécanisation, et la lente exaspération, et la secrète épouvante des êtres devant l'âge et devant la mort, la jeunesse singée, l'homme glissant à reculons vers le néant, l'homme du néant greffé de testicules de singe. Dans cet abandon à la vie de l'espèce où l'homme est une marionnette du désir, la

seule marque spécifique d'humanité est la stérilité volontaire : avortements en série des petites amies du dynamique Djoum, dans Flamme au vent, — et Maurice, aussi complaisant comme père que comme époux, est toujours là pour régler la note — refus systématique de l'enfant par Innocent Volodine et sa femme lorsque, sur une planète ravagée par la guerre, ils mènent, enclos dans leur passion, l'existence de jeunes dieux. « Nous n'avons qu'une vie », disent-ils, alors acceptons tout ce que la vie peut nous offrir, mais refusons l'enfant, « car l'enfant est une idole qui absorbe votre substance, dessèche tout votre être sans rien donner en échange... »

Voilà donc la société avorteuse, celle de Giscard et celle de Mitterrand, la même, aussi bornée, aussi désespérante. Et les communistes là-dedans ? Ce ne sont plus les tortionnaires du Goulag et du stalinisme, ils se sont mués en fonctionnaires préposés à notre bonheur, prêts à rembourser le curetage de votre femme et de votre fille.

LE MEME SYSTEME

Mais cela, dira-t-on, c'est de la philosophie, ce n'est pas la politique ! Comme s'il était possible de séparer le gouvernement de la cité de sa vie profonde ! Comme si le politique dans la conduite des hommes n'avait pas dans son champ de vision, le royaume des fins ! Comme si celui qui fait la loi n'aspirait pas en son cœur à un royaume eschatologique où l'homme rayonne de la gloire de son destin ! Comme si tous nos politiciens n'avaient pas choisi, fût-ce dans la prostitution, un avenir à l'espèce, leur paradis à eux.

Ceux dont la tâche est de gouverner n'ont pas à dépenser tout leur temps aux hautes spéculations philosophiques et éthiques. Ayant à agir, avec leurs moyens à eux, qui sont ceux de la puissance, pour atteindre des objectifs dont la réussite matérielle est le critère, ils n'ont pas à singer les clercs dont la mission est de dire le vrai et le juste. Encore faut-il qu'ils acceptent ce vrai et ce juste, et n'en fabriquent pas un à leur convenance de faux réalistes, ou de marchands d'un bonheur frelaté, d'un hédonisme de basse consommation.

Or, c'est bien ce qui se passe. Le modèle de société qu'ont choisi Giscard et Mitterrand est très exactement celui que justifie une théorie de gestionnaires, d'honnêtes gérants du système présent dans tous ses aspects, politiques, économiques, sociaux, philosophico-religieux ou moraux. Giscard, c'est bien connu. Inutile d'insister ! Mais l'autre ? Ne prétend-il pas corriger ce qu'il y a d'inhumain dans notre société ? Mettre un peu de cœur là où il n'y aurait qu'une rationalité d'ordinateur ? Pour ceux qui doutaient encore, le fameux débat télévisé de vendredi dernier a dû être une leçon. Le technocrate distingué, sec et précis, d'une assurance bardée de chiffres, marquait des points, et au fond dominait très largement l'autre selon les critères du catch électoral audio-visuel, dernier avatar de la politique spectacle. Giscard dominait parce qu'il paraissait supérieur sur un terrain que Mitterrand malgré un maigre couplet sur la qualité de vie, ne pouvait abandonner. Qui gérerait le mieux ? Mendès-France ou Rocard eussent-ils été meilleurs ? C'est possible. Mais cela n'aurait prouvé une fois de plus que l'on était entre champions d'un même système. Socialistes, giscardiens, communistes, réformateurs et autres ne se battent que pour accéder aux postes de gérance d'un système qu'ils acceptent globalement.

TRIGANO A LA RESCOUSSE

Pauvre Jean Daniel ! Pauvre « Nouvel Observateur » ! Dans leur fougue mitterrandiste, leur acharnement à barder leur champion de toutes les assurances et les bénédictions, de celles posthumes du général de Gaulle à celles d'un patronat de progrès, les voilà qui portent dans notre cœur et notre esprit le coup le plus terrible qui se pouvait concevoir contre leur espoir. N'ont-ils pas eu l'idée saugrenue d'appeler Trigano à la rescousse ?

Trigano Gilbert, du Club Méditerranée et autres mauvais lieux, qualifié pudiquement d'organisateur de vacances... Sur l'entreprise de Gilbert Trigano, il est paru l'an dernier un livre d'Alain Laurent (2) qui est, malgré son ton mesuré, un prodigieux pamphlet de dénonciation de l'idéologie hédoniste-consommatrice du célèbre club. Trigano et son esprit club, c'est toute la philosophie et l'éthique de notre société de consommation. Trigano, c'est un expert. S'il dit de voter Mitterrand, vous pouvez le croire : le capitalisme néo-libéral et technocratique ne souffrira pas. Il sera peut-être mieux géré. Le pilotage à vue ne convient plus à certains P.-D. G. qui le disent au *Nouvel Observateur*.

« C'est quand même extraordinaire ! s'écrit M. Jacques Robin, nous sommes en France moins exigeants pour ceux qui dirigent l'Etat que pour ceux qui dirigent les entreprises. Dans l'industrie, le management a chassé la navigation à vue. Mais nous acceptons que Giscard d'Estaing prenne ses décisions au coup par coup, et qu'il rejette ouvertement les contraintes d'un plan de modernisation cohérent... Cela paraîtra risible dans quelques années. Il faut réhabiliter le plan. »

MM. Trigano et Robin sont orfèvres. Ceux qui ont peur pour leur argent, peuvent se rassurer. Mitterrand, au fond, c'est peut-être une meilleure garantie que Giscard. Et puis si les communistes bougeaient, ce qui est assez improbable, la férule d'un social-démocrate serait plus efficace que celle d'un libéral !

Pour nous, qui n'avons pas ces soucis, et qui pensons à l'avenir de ce pays et de ce peuple, notre détermination ne peut que se trouver renforcée, ni l'un, ni l'autre ! Ni les G.O. de M. Giscard, ni ceux de M. Mitterrand. Leur club, un même avortir misérable, pourrait inscrire à sa porte : *ici se perd toute espérance*. Voyez Soljenitsyne.

Gérard LECLERC

(1) Olivier Clément : *L'esprit de Soljenitsyne*. Stock.
(2) Alain Laurent : *Libérez les vacances ?* Le Seuil, cf. analyse dans *Arsenal* n° 8.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)